

ALIMENTATION EN EAU DE TAMANRASSET À PARTIR D'IN-SALAH

Le rendez-vous de l'été 2010 sera respecté, selon Sellal

«On pourra être au rendez-vous» de l'été 2010 pour alimenter la capitale du Hoggar en eau à partir d'In Salah, estime Abdelmalek Sellal, ministre des Ressources en eau.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Je serai là le 15 octobre 2009 pour assister à la réception des pompes.» Une annonce qui sonne comme un ultimatum que le ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal, en visite d'inspection à Tit, à quelques kilomètres de Tamanrasset, a adressé, ce samedi, à un responsable de la société chinoise CPECC. Celle-ci s'est vu attribuer contractuellement la réalisation de stations de pompage, une partie du mégaprojet de transfert d'eau de In Salah vers Tamanrasset sur 750 kilomètres.

Lancée depuis juillet 2008, la réalisation des stations de pompage a subi quelques retards, rattrapés par la suite. Néanmoins, le ministre des Ressources en eau n'a pas manqué d'inciter l'opérateur asiatique à accélérer la cadence des travaux. Il s'agit, dira Abdelmalek Sellal, pour cet opérateur de multiplier ses effectifs et de travailler en deux équipes.

Donnant rendez-vous à CPECC au 15 octobre pour la réception d'un premier lot de pompes de fabrication finlandaise, Abdelmalek Sellal a toutefois assuré ce partenaire quant au règle-

ment de son problème d'effectif. L'état d'avancement de cette partie constitue en fait «le passage critique» de ce mégaprojet, selon le ministre des Ressources en Eau. Celui-ci n'a pas hésité, sous des conditions climatiques tant brumeuses que caniculaires, à plus de 1 400 mètres d'altitude et sur des kilomètres de pistes ou routes plus ou moins goudronnées, à s'enquérir de l'état d'avancement de ce mégaprojet.

Ainsi, dans l'axe In Salah - Arak, représentant la moitié du tronçon de transfert, les chantiers avancent correctement et sont quasiment achevés. Notamment en termes de captage et réalisation de 24 forages qui assurent déjà un débit de 250 000 m³/jour, en atten-

dant la réalisation de 24 autres forages à court terme. Comme le creusement et la pose des conduites et tubes, portant label turc Erciyas, avancent positivement, à plus de 60%, voire à 90%. Néanmoins, la réalisation du projet sur l'axe restant, Arak-Tamanrasset, présente un bilan mitigé.

Si la construction de châteaux d'eau à Outout, confiée à une société chinoise (CITIC), «avance bien», à la satisfaction de Abdelmalek Sellal, il en va autrement pour d'autres parties du projet. Et d'autant que les vents de sable récurrents, les conditions climatiques (la chaleur caniculaire ou le froid nocturne) influent sur la dilatation ou le rétrécissement des tubes à

poser et souder. Et que le dénivellement de plus de 1000 m, les différences d'altitudes, le relief et la géomorphologie sont à prendre en considération.

Comme se pose la nécessité d'une plus grande vigilance face aux risques d'émanations radioactives, en particulier à In Aker, une localité située à une centaine de kilomètres de Tamanrasset et où eut lieu une explosion nucléaire française durant les années 1960. Si le risque d'une altération de l'eau acheminée est écarté, il en est autrement pour le cas des personnels. C'est pourquoi Abdelmalek Sellal a recommandé le suivi particulier de cette question, en indiquant que des prélèvements de roche sont régulièrement

effectués sous la supervision du Commissariat national à l'énergie atomique.

Certes convaincu de la nécessité d'accélérer encore les travaux, Abdelmalek Sellal a estimé, néanmoins qu'«on pourra être au rendez-vous» du dernier trimestre 2010 pour alimenter la capitale du Hoggar en eau. En attendant qu'un appel d'offres soit lancé avant la fin de l'année pour la réalisation d'une station de déminéralisation.

En rappelant que ce mégaprojet, financé à hauteur de 197 milliards de dinars, a été lancé début 2008 et vise à améliorer la couverture de Tamanrasset et ses environs en eau potable, acheminée sur 750 kilomètres et en 36 mois.

C. B.

Présentation du grand projet de transfert In-Salah — Tamanrasset

Le mégaprojet de transfert des eaux à partir de In Salah vers Tamanrasset, lancé depuis janvier 2008, doit couvrir, dès 2010, les besoins en eau potable, estimés à quelque 50 000 m³/j de l'agglomération de Tamanrasset et de ses environs ainsi que des centres de vie situés sur le tracé. A l'horizon 2040, le projet est calibré pour un débit de 100 000 m³/jour.

Prévu sur 36 mois, ce mégaprojet est financé sur fonds publics pour quelque 197 milliards de dinars (plus de 1,3 milliard de dollars). Plusieurs sociétés étrangères, essentiellement chinoises, participent à la réalisation de ce grand projet. Il comprend la réalisation de 24 forages dans une première phase et de 24 autres dans une deuxième phase. Ce projet consiste également en la réalisation de 6 stations de pompage, une adduction de 1 258 km et un réseau de collecte d'eau de 100 km de conduite avec 8 châteaux d'eau. Egalement, la construction de deux grands réservoirs terminaux de capacité de 50 000 m³ chacun et d'une station de déminéralisation de capacité d'un million de m³/jour.

C. B.

LA ZONE IN-SALAH — TAMANRASSET SERA RÉAMÉNAGÉE

La création de nouvelles agglomérations urbaines en perspective

La création de nouvelles agglomérations urbaines dans la zone In Salah - Tamanrasset fait l'objet d'une réflexion au niveau du ministère de l'Intérieur, selon le ministre délégué, auprès du ministère de l'Intérieur, chargé des Collectivités locales, Daho Ould Kablia.

Ce dernier qui a accompagné samedi dernier le ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal, a indiqué que la perspective porte sur la création de centres de vie dans cette zone. Il est question de l'organisation de «territoires» en amont et en aval de la capitale du Hoggar, la construction de logements et de services publics.

Outre la «restructuration» de la ville de Menea, Daho Ould Kablia a fait état de la création de 3 ou 4 petites agglomérations. Voire, mettre un terme à la

situation de «désertification» de cette région, assurer le confort, la sécurité et la téléphonie pour les conducteurs de véhicules, et développer des «haltes», des pôles de rayonnement urbain. Selon Daho Ould Kablia, cette réflexion est menée en coordination avec d'autres départements ministériels.

Quant à l'évaluation des projets et leur budgétisation, elle se fait par secteur, sur la base des Plans communaux de développement (PCD annuels) et des résultats réalisés. Déjà, la ville de Tit a reçu une enveloppe de 9 milliards de centimes pour l'aménagement des services de voirie, assainissement des réseaux, distribution. En outre, des crédits seront alloués par la loi de finances complémentaire 2009 pour la localité de In Amguel.

C. B.

OULD KABLIA À PROPOS DU DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF :

«De nouvelles wilayas déléguées pour renforcer la sécurité aux frontières»

C'est au gouvernement de décider, en temps opportun, de la mise en œuvre d'un nouveau découpage administratif, estime le ministre délégué aux Collectivités locales, lors d'une rencontre médiatique tenue samedi soir en marge de la visite d'inspection du ministre des Ressources en eau à Tamanrasset.

Pour Daho Ould Kablia, la programmation de cette question est affaire de gouvernement et si ce dernier décide à le faire, le ministère de l'Intérieur sera «prêt».

Selon le ministre délégué aux Collectivités locales, son département est seulement chargé de «préparer» l'avant-projet de loi avant son examen par les diffé-

rentes instances exécutives et parlementaires.

Selon Daho Ould Kablia, le travail de préparation est «assez rigoureux», et la réflexion porte sur les concepts et les critères d'un tel découpage : comment créer des wilayas déléguées ? Sur la base de quel nombre d'habitants ? De quelles activités socioécono-

miques ? Selon quels critères stratégiques ?

Dans cet ordre d'idées, le ministre délégué a estimé que la sécurité aux frontières pourra être renforcée par la création de wilayas déléguées. Mais aussi quelles raisons sociopolitiques pour créer une wilaya déléguée selon Daho Ould Kablia qui a rele-

vé que «certaines régions du pays marchent mal ensemble, comme entre Boussaâda et M'sila...». Egalement comment transformer des wilayas déléguées en wilayas «normales», dira le représentant de l'Intérieur, d'autant que certaines wilayas ne réunissent pas tous les services publics.

C. B.

L'ENQUÊTE SUR LES ÉVÉNEMENTS DE BERRIANE EST «TERMINÉE»

«La manipulation, il y en a mais...»

L'enquête sur les événements de Berriane (wilaya de Ghardaïa) est «terminée», selon le ministre délégué aux Collectivités locales, Daho Ould Kablia, qui n'écarte pas «une manipulation» même s'il est «difficile de situer les responsabilités», dira-t-il.

En marge, samedi, de la visite d'inspection du ministre des Ressources en eau à Tamanrasset, le ministre délégué auprès de l'Intérieur, chargé des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, est revenu sur les événements graves de Berriane. Dans cette ville, située dans la wilaya de

Ghardaïa, des affrontements ont opposé, voilà quelques semaines les deux communautés ibadite (mozabite) et malékite (chaânba). Tout en estimant qu'«en parler encore ne fait qu'attiser la braise», Daho Ould Kablia a néanmoins affirmé que l'enquête est terminée.

Se refusant à en dévoiler la teneur, il a indiqué que les résultats de l'enquête seront «communiqués» au gouvernement. Pour le ministre délégué, les «raisons sont connues». «Cette situation n'est pas nouvelle», remarquera-t-il, en notant, notamment, une coexistence entre les deux communautés «plus ou moins fragile», deux populations différentes de «mentalité» et formées dans des «moules» sociaux différents une parité en nombre

d'habitants entre les deux communautés... Daho Ould Kablia a estimé que «la situation ne doit pas perdurer». «Nous tenons à ce que cela cesse. Il y a l'unité de la nation en jeu», déclare-t-il. Ainsi, un plan spécial a été initié pour la ville, une enveloppe de 1,9 milliard de dinars devant être entérinée par la loi de finances complémentaires 2009, selon le ministre délégué qui a affirmé qu'il «est exclu et non envisageable que la ville soit coupée en deux».

Estimant que la sécurité relève des prérogatives de l'Etat, il a relevé que la sécurisation de la ville a été renforcée et les éléments des services de sécurité, qui ont été les grands «perdants» après s'être cantonnés à l'extérieur, activent davantage à l'intérieur de la ville, même si «cela dérange les ibadites».

S'il a estimé que «le problème identitaire a été accentué depuis quelques années» et qu'il y a un «problème sociopsychologique différemment appré-

cié», Daho Ould Kablia n'a pas écarté la présence d'«interférences». Voire, «de la manipulation, il y en a», fera-t-il remarquer même s'il estime qu'il «est très difficile de situer les responsabilités», se refusant à désigner une quelconque partie (ou parti) derrière cette «affaire irlanaise» et saluant l'action décisive menée par les comités locaux et le rôle d'«apaisement» joué officiellement par les élus locaux, fi de toute hypocrisie selon lui.

C. B.